

Droit et Liberté

15 DECEMBRE 1965 - 15 JANVIER 1966

N° 248
Un franc

CONTRE LE RACISME ET L'ANTISEMITISME. POUR LA PAIX



bonne année

HITLER ? ILS CONNAISSENT...

■ LA FORMULE « Hitler ? connais pas » ne saurait s'appliquer à tous les jeunes. Témoins, les lycéens qui, pour leurs dissertations sur les camps nazis, ont été récemment couronnés à la Sorbonne. On lira, page 7, des extraits de leurs devoirs, ainsi que de l'allocution prononcée ce jour-là par VERCORS.

■ ILS CONNAISSENT aussi Hitler, hélas, et voient en lui un modèle, les racistes qui ont peint des croix gammées sur la synagogue de Lille et en d'autres lieux. L'opinion exige des mesures qui les mettent hors d'état de nuire. (Voir page 6).

LE DOSSIER DE L'AFRIQUE AUSTRALE

■ LA « REBELLION » rhodésienne pose le problème de toute l'Afrique australe, du Cap à l'Equateur, encore profondément marquée par la « suprématie blanche ». Une étude de Georges FISCHER, maître de recherches au C.N.R.S., un article de Roger MARIA sur les thèses des racistes, un petit lexique sur les pays qui entourent la Rhodésie vous apporteront (page centrale) nombre d'informations utiles.

■ D'ABRAHAM LINCOLN A ALFRED DREYFUS, par Pierre PARAF, président du M.R.A.P. (Page 5).



■ CONSIDERATIONS SUR LA BETISE RACISTE, par Jean-Claude CARRIERE et Guy BECHTEL. (Page 16).



■ DES AMERICAINS EN COLERE, par Shofield CO-RYELL, (Page 15).

Rhodésie

En faveur de Ian SMITH

HISTOIRE D'UNE « REBELLION »

La Rhodésie qui, au début de novembre dernier, a proclamé unilatéralement son indépendance (passant outre au veto du gouvernement anglais), s'étend sur une superficie de 389.331 kilomètres carrés. Sa population dépasse quatre millions ; 93,9 % sont Africains, 5,7 % Européens dont la majorité ne sont pas nés dans le pays. Le reste se partage également entre les métis et les Asiatiques. Chacune des quatre communautés est régie par des lois et un statut différents.



par
Georges FISCHER
maître de recherches
au CNRS.

La Rhodésie était d'abord administrée par une compagnie à charte, la South African Company, survivance tardive d'une méthode d'administration coloniale disparue partout bien plus tôt. En 1923, à la suite d'un référendum, la Rhodésie devient colonie de la Couronne. Seuls participent à ce référendum 14.756 colons européens qui sont les maîtres du pays, non seulement sur le plan économique, mais aussi sur celui de la politique, des institutions. Dans un rapport présenté aux Nations Unies, le Ghana a eu donc raison d'affirmer qu'avant, comme après 1923, la Rhodésie est gouvernée par une poignée de Blancs qui ont investi dans le pays ou qui bénéficient en raison de leur couleur d'un statut privilégié.

Après la deuxième guerre mondiale, divers projets sont avancés concernant la création d'une Fédération de l'Afrique centrale destinée à englober la Rhodésie du Sud (aujourd'hui la Rhodésie), la Rhodésie du Nord (aujourd'hui la Zambie) et le Nyassaland (aujourd'hui le Malawi). Ce projet reflétait la volonté des colons de la Rhodésie du Sud de mettre la main sur les richesses minières de la Rhodésie du Nord et de disposer de l'excédent de main-d'œuvre en provenance du Nyassaland. Mais la croissance rapide des mouvements nationalistes ne permit pas à la Fédération de vivre bien longtemps : créée en 1953, elle fut dissoute en 1963.

Depuis 1923, la Rhodésie bénéficie de l'autonomie interne. Les affaires étrangères sont de la compétence de la métropole qui dispose aussi de pouvoirs réservés lui permettant de s'opposer aux mesures discriminatoires prises à l'égard des Africains. En fait ces pouvoirs ne furent jamais utilisés. Par ailleurs, conformément à une doctrine constamment proclamée, les partis politiques anglais furent unanimes à affirmer que l'indépendance ne sera accordée à la Rhodésie qu'au moment où la majorité détendra le pouvoir politique. Là, encore, les promesses ne furent guère tenues.

Discrimination dans tous les domaines

Pour comprendre les événements, il est indispensable de donner un rapide aperçu des relations raciales en Rhodésie. Celles-ci sont différentes du système d'apartheid instauré que l'on applique en Afrique du Sud et ressembleraient plutôt à ce qui existe en Afrique portugaise ; on recherche la collaboration de quelques Africains soigneusement choisis et qui, en échange de faveurs, sont disposés à soutenir l'autorité coloniale. La Constitution de 1961 établit deux listes électorales : la liste A sur laquelle les Européens sont assurés d'être toujours en majorité écrasante et qui comporte actuellement environ 87.000 Européens et 2.500 Africains. Les électeurs inscrits sur cette liste désignent 50 membres du Parlement. Sur la seconde liste, la liste B, figurent 681 Européens et environ 10.000 Africains qui désignent 15 membres du Parlement. Il est impossible de donner des détails sur ce système extraordinairement compliqué. Qu'il suffise de dire que, par un système raffiné, on n'a pas réparti l'électorat suivant les groupes ethniques, mais qu'on a établi des conditions que doivent remplir les électeurs, conditions relatives au revenu, au degré d'éducation, etc., qui permettent d'aboutir au résultat recherché sans qu'il soit besoin de procéder à une discrimination entre électeurs en raison de leur race ou de la couleur de leur peau. Il est d'ailleurs intéressant de remarquer que même les Africains élus dans ces conditions ont refusé de suivre le gouvernement sécessionniste de M. Smith.

Plus de trois millions de Rhodésiens noirs vivent de l'agriculture. Les Land Apportionment Acts ont alloué aux Africains 44 millions d'acres (1 acre = 0,4 hectare) de terres de mauvaise qualité, mal situées, ce-

pendant que les Européens disposent de 35 millions d'acres d'excellentes terres. Par le jeu des subventions, des achats gouvernementaux, des contrôles administratifs, la politique officielle favorise les Européens aux dépens des cultivateurs africains. La production agricole du secteur africain représentait en 1964, 6,7 % du produit intérieur brut, celle du secteur européen 14,4 %.

Il y avait en Rhodésie, en 1964, 622.000 salariés africains dont le salaire moyen annuel se montait à 121 livres contre 1.241 livres aux salariés européens, asiatiques et métis au nombre de 86.000. La discrimination n'est pas moindre dans le domaine de l'éducation : en 1964-65, 4.814.000 livres sterling sont affectées aux besoins de l'éducation primaire africaine et 2.372.800 à ceux de l'éducation primaire européenne ; 925.000 à l'éducation secondaire et para-



Pendant que Wilson rencontrait le leader rhodésien Joshua Nkomo la police lâchait ses chiens sur la foule africaine qui manifestait dans les rues de Salisbury

secondaire africaine et, dans le même secteur, 3.110.500 livres sont allouées aux Européens. En moyenne, un élève européen coûte 10 fois plus cher qu'un élève africain.

D'autre part, dans les zones urbaines, les Africains ne peuvent demeurer que dans des réserves, à moins qu'ils ne soient employés par des Européens. Les droits syndicaux des indigènes sont réduits à néant, ainsi d'ailleurs que leurs droits d'association politique.

La sécession

Le premier parti politique nationaliste, le Congrès national africain, est formé en 1957. Les répressions, les interdictions se suivent et le parti change de nom. Actuellement il existe deux formations représentatives. Le Z.A.P.U. est interdit depuis 1962 et son dirigeant, J. Nkomo, est détenu. Tel est le cas également du Z.A.N.U. et de son leader, le révérend N. Sithole. Les deux partis réclament le suffrage universel, mais le second paraît avoir un programme mieux élaboré, surtout sur le plan économique et social : il réclame la nationalisation de la terre et de certaines industries. Malheureusement — et c'est un des aspects les plus tristes de la situation — les deux partis sont dans l'impossibilité de parvenir à un accord. Ces deux leaders sont détenus — et ce fait est significatif — non loin de l'Européen Garfield Todd, ancien premier ministre, victime lui aussi des extrémistes blancs du Front rhodésien au pouvoir depuis 1964.

* Suite page 15.

BRANLE-BAS DE COMBAT DANS LA PRESSE RACISTE

LES événements de Rhodésie ont été l'occasion, pour les racistes du monde entier, de se retrouver plus ou moins unis, malgré leurs divisions internes, dans leur soutien à l'opération d'indépendance ultra-colonialiste à laquelle s'est livré le premier ministre Ian Smith. Les racistes crient d'autant plus fort que leurs zones de puissance ne cessent de se rétrécir en vertu d'un « sens de l'histoire » qu'ils rejettent rageusement car il les réduit à l'état de séquelles d'une maladie honteuse.

Sur le plan idéologique aussi, la bataille est perdue pour eux ; ils sont sur la défensive : il est d'un sinistre comique de constater qu'ils en sont réduits à reprendre à leur compte les arguments d'une sorte d'ex-« gauche » du colonialisme — aujourd'hui dépassée — alors qu'il n'y a guère, ils racontaient d'insoutenable mensonges cent pour cent réactionnaires qu'il n'est plus possible en 1965 d'utiliser même pour tromper les plus crédules.

Le racisme évolue. L'antiracisme aussi.

Le grand titre, sur toute sa première page, de « Carrefour » du 17 novembre, était ainsi composé :

« Entourée par les ruines de la décolonisation, la Rhodésie a rompu avec Londres pour éviter l'autodétermination forcée et téléguidée par Moscou, Pékin ou Le Caire. Le geste de Ian Smith, premier ministre de Rhodésie, représente la seule chance qu'ait les Noirs d'échapper aux travaux forcés et à la chicote partout rétablis dans l'Afrique décolonisée. »

« Le moins de l'étranger »

On est prié de transcrire. Relisez : cela signifie le chapelet de suggestions suivantes :

1) Depuis que les Blancs sont partis (alors qu'ils sont loin d'être partis de tous ces pays, qu'il n'a jamais été question qu'ils s'en aillent, que ceux qui sont partis ont souvent été remplacés par des hommes représentant les mêmes intérêts capitalistes, que c'est précisément cette transformation de la main-mise sur un pays qu'on appelle néo-colonialisme, etc.) ; depuis que les Blancs sont partis donc, ce n'est que ruines et deuil (alors qu'avant sans doute, les Noirs vivaient dans la paix et la prospérité...).

2) L'autodétermination des pays colonisés d'Asie et d'Afrique a été « forcée », c'est-à-dire que les principaux intéressés n'en voulaient pas. Si elle s'est produite, c'est qu'elle a été « téléguidée » de l'étranger. Comment expliquer à ces gens-là, que l'aspiration des peuples, quels qu'ils soient, à la liberté et

à la gestion de leurs propres affaires, quel que soit leur niveau relatif de civilisation, est un mobile tellement puissant qu'on le retrouve aussi bien chez les Gaulois dominés par les Romains, les Corses par les Génois, les Hindous par les Anglais et les Africains par l'impérialisme.

3) Autre chose : il paraîtrait que « le geste de Ian Smith » permettra aux Blancs de Rhodésie « d'échapper aux travaux forcés et à la chicote », qui, comme chacun sait, n'existaient pas dans le régime colonial antérieur, mais auraient été « partout

par Roger MARIA

rétablis dans l'Afrique décolonisée ». C'est toujours ce qu'ont prétendu les esclavagistes à toutes les époques : nous soustrayons ces malheureux aux mauvais traitements que leur infligent leurs propres « frères ».

Le crime d'analphabétisme

Savez-vous l'argument essentiel des racistes pour contester leurs droits aux Noirs de Rhodésie ? « Ils sont analphabètes dans leur très grande majorité. » (Henri Lèbre, dans « Rivarol » du 18 novembre).

Ainsi les racistes ne se rendent pas compte que ce simple fait — qui n'est que trop évident — constitue un terrible acte d'accusation contre eux, un véritable constat de faillite pour tout un système, la déroute lamentable de leur pauvre jeu d'arguments ! Comment ? Après des dizaines d'années de main-mise totale sur un pays, les maîtres réels du pouvoir n'ont pas été capables de faire ce qu'il fallait — par étapes bien sûr — pour apprendre à lire et à écrire aux populations sous leur contrôle ? Tout le monde sait un peu ce que ça signifie. Tout le monde sait en outre que les gosses qui vont à l'école, pas même de leurs parents, mais de la loi et des crédits alloués pour l'enseignement.

Dieu à la rescousse

Toujours à propos de la Rhodésie, l'un des principaux lieutenants de Tixier-Vignancour : François Brigneau, rabâche, dans « Minute » du 19 novembre, cet argument irrésistible de tous les racistes : « Je pense que Dieu (sic) n'a pas fait les races pour les détruire dans un méprisage où chacun se perd sans que l'enfant y gagne ».

« Quel droit ce personnage identifie-t-il... Dieu à ses propres ignorances ? Ne sait-il pas qu'il n'existe pas une seule

* Suite page 11.

Afrique du Sud : LE SENS D'UNE ABSTENTION

COMME il a refusé de voter, à l'O.N.U., des sanctions contre le Portugal et contre les sécessionnistes de Rhodésie, le délégué français a refusé, la semaine dernière de condamner le régime sud-africain de l'apartheid (1). Elle s'est abstenue, en soutenant l'argument « qu'il s'agit là d'une affaire intérieure sud-africaine ». En fait, le gouvernement français semble s'orienter, depuis quelques années, vers un soutien de plus en plus actif à la minorité européenne de l'Union Sud-Africaine.

C'est à partir de 1963 qu'une série d'accords a commencé à resserrer les liens économiques entre les deux pays. Les échanges, encore réduits (3 % du commerce sud-africain, 1 % du commerce français), ont augmenté d'un tiers en 1963-64. L'Afrique du Sud vend de l'or, des minerais dont elle est riche (antimoine, chrome, manganèse, uranium, cuivre, or, diamant, zinc, étain) ; en échange, la France fournit des produits manufacturés, des biens d'équipement, des machines.

Mais, plus que les échanges commerciaux, le chiffre des investissements français en Union Sud-Africaine est significatif de la politique suivie en ce domaine. Dans ce pays, qui fut pendant cinquante ans une chasse gar-

dée anglo-américaine, la France occupe aujourd'hui la troisième place (5,8 % contre 60,3 % pour la Grande-Bretagne et 11,1 % pour les Etats-Unis), avant l'Allemagne fédérale, la Suisse et le Japon.

Ces investissements portent essentiellement sur l'industrie mécanique et surtout automobile. La Régie Renault termine cette année la construction d'une usine de moteurs pour voitures de tourisme ; lorsque commenceront les travaux, le directeur de Renault-Afrique, M. Pierre Acolas, précisait ainsi le point de vue français : « Comme la Régie Renault est une entreprise nationale, sous contrôle gouvernemental, la décision de créer une usine en Afrique du Sud exprime non seulement la confiance de notre firme mais encore celle du gouvernement français dans l'avenir de l'Afrique du Sud ». Peugeot va également collaborer au développement de l'industrie automobile sud-africaine.

Enfin, la firme de camions Unic prospecte actuellement le marché sud-africain. Son slogan : pour tous usages militaires, nos camions sont les meilleurs, et les plus efficaces.

Car le marché militaire est celui qui intéresse le plus le gouvernement de Prétoria : Engins blindés, armes légères, avions et héli-

Petit lexique de l'Afrique australe

ANGOLA

Colonie portugaise. A le statut de « province d'outre-mer ».

Géographie. 1.246.700 km². 5 millions d'habitants (dont 200.000 Européens). Capitale : Luanda (200.000 habitants), ville principale : Benguela (20.000 habitants), débouché sur l'Atlantique du chemin de fer du Katanga.

Economie. Culture du café, du coton, du cacao ; élevage de bovins, mûnes de diamant et de cuivre.

Vie politique. La lutte antiportugaise armée est commencée depuis le 4 février 1961 ; elle reste stagnante en raison de la rivalité des deux mouvements de libération, le Front de Libération National de l'Angola (dont le principal dirigeant, Holden Roberto, préside un « Gouvernement Révolutionnaire Angolais en exil ») et le Mouvement Populaire de Libération de l'Angola (M.P.L.A.) dirigé par Mario de Andrade.

BASUTOLAND

Protectorat britannique enclavé dans l'Union Sud-Africaine.

Géographie. 30.343 km². 2.800.000 habitants. Capitale : Maseru (5.000 habitants).

Economie. Cultures vivrières. Emigration saisonnière vers les mines sud-africaines.

Vie politique. Un mouvement nationaliste, le National Congress, dont le leader est Ntseu Mokhele.

BECHUANALAND

Protectorat britannique. Depuis cette année, bénéficie de l'autonomie interne, doit accéder à l'indépendance en 1966.

Géographie. 712.000 km². 327.000 habitants. Capitale : Mafeking (5.000 habitants).

Economie. Les frontières du pays coïncident avec les limites du désert de Kalahari ; ce pays très pauvre vit essentiellement de l'élevage extensif.

BURUNDI

Ancienne colonie allemande, confiée en mandat à la Belgique en 1918. Indépendante depuis le 1^{er} juillet 1962.

Géographie. 27.300 km². 2.293.000 habitants. Capitale : Bujumbura (40.000 habitants).

Economie. Cultures vivrières. Or, tungstène, étain.

Vie politique. La vie politique de ce petit royaume (souverain : Mwami Mwanubutsa IV) est paralysée par les rivalités entre ethnies Hutu et Tutsi.

CABINDA

Enclave portugaise située sur la côte atlantique entre le Congo-Léopold et le Congo-Brazza. Rattachée administrativement à l'Angola.

KENYA

Ancienne colonie britannique, indépendante depuis le 12 décembre 1963. Membre du Commonwealth.

Géographie. 582.000 km². 6.252.000 habitants. Capitale : Nairobi (300.000 habitants).

Economie. Café, thé, coton, canne à sucre.

Vie politique. La Constitution fédéraliste étroite par la Grande-Bretagne en même temps que l'indépendance a été considérablement le pouvoir central de Jomo Kenyatta et développement. Problèmes frontaliers au nord (dont les populations, d'ethnie Somali, abissent l'attraction de la république voisine de Somalie).

MALAWI

Ex-colonie britannique (sous le nom de Nyassaland) indépendante depuis le 6 juillet 1964. Membre du Commonwealth.

Géographie. 122.772 km². 3.565.000 habitants. Capitale : Zomba (10.000 habitants).

Economie. Pays essentiellement agricole : thé, tabac, cultures vivrières. L'économie est tant bien que mal équilibrée par une forte émigration de travailleurs vers la Zambie, la Rhodésie, l'Afrique du Sud.

Vie politique. Le seul débouché sur la mer est le chemin de fer du Mozambique. Cette dépendance incite le président malawien, Hastings Banda, à une politique de compromis incessants avec le Portugal. Selon certaines informations, il existerait un traité secret Malawi-Portugal par lequel le Malawi s'engagerait à interdire son territoire aux militants nationalistes mozambicains.

MOZAMBIQUE

Colonie portugaise. A le statut de « province d'outre-mer ».

Géographie. 771.000 km². 6.170.000 habitants. Capitale : Lourenço-Marques (100.000 habitants).

Economie. Coprah, bananes, coton, canne à sucre. Elevage. Mines d'or et de pierres précieuses.

Vie politique. Insurrection nationaliste déclenchée depuis septembre 1964, sous la direction du F.R.E.L.I.M.O. (Front de Libération du Mozambique), seul mouvement d'Afrique australe qui ait réussi à assurer l'unité des diverses ethnies du pays.

NYASSALAND

Voir Malawi.

OGANDA

Ancienne colonie britannique, devenue indépendante depuis le 9 octobre 1962. Membre du Commonwealth.

Géographie. 243.000 km². 5.500.000 habitants. Capitale : Kampala (60.000 habitants).

Economie : Coton, café, élevage.

Vie politique. Président : Mutesa II. Premier Ministre : Milton Obote. Le pouvoir central est géré par de fortes tendances tribales.

RHODESIE

Protectorat britannique dont la minorité blanche vient de déclarer unilatéralement l'indépendance.

Géographie. 390.000 km². 4.000.000 habitants. Capitale : Salisbury (100.000 habitants).

Economie. La Rhodésie du Sud est, après l'Union Sud-Africaine, le pays le plus industrialisé d'Afrique. Tabac, thé, maïs, coton, or, cuivre. Industries métallurgiques et alimentaires.

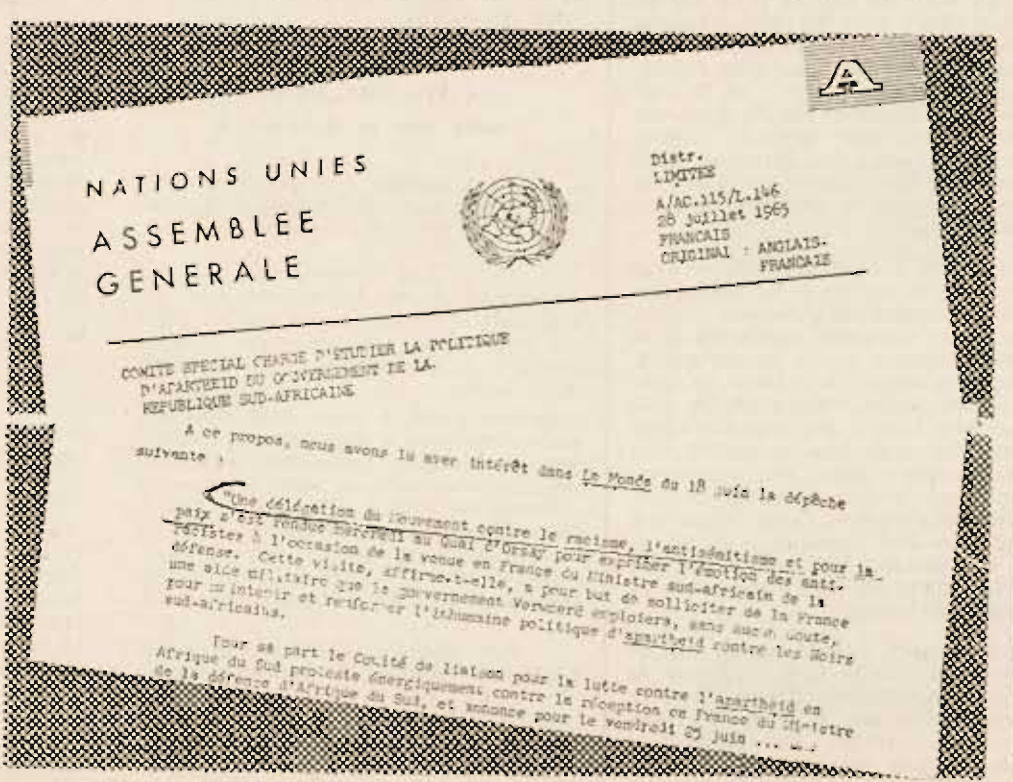
Vie politique. Face au Front Rhodésien de Ian Smith, qui veut instaurer un régime d'apartheid, le mouvement nationaliste est malheureusement divisé en deux organisations rivales (liées à des ethnies différentes), le Z.A.P.U. (Zimbabwe African People's Union) de Joshua Nkomo, et le Z.A.N.U. (Zimbabwe African National Union) du Révérend Sithole.

RHODESIE DU NORD

Voir Zambie.

RUANDA

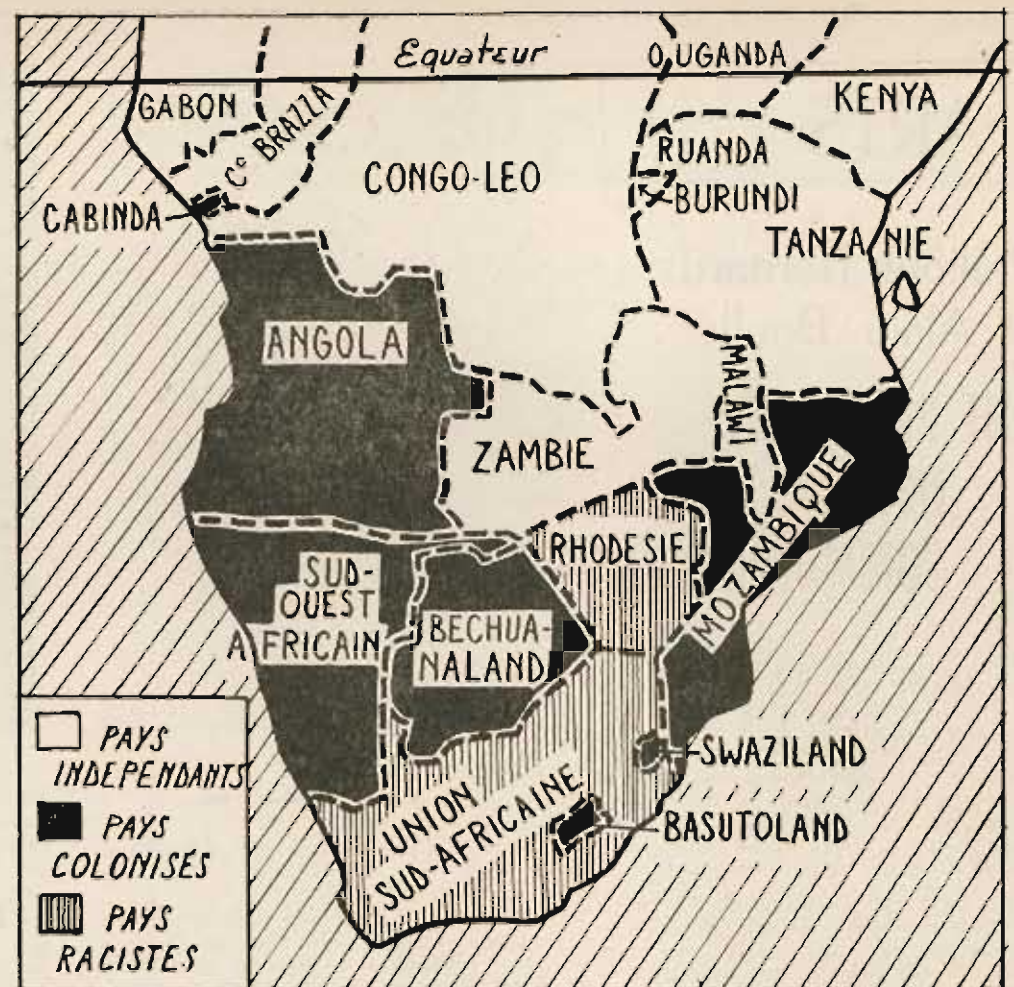
Ancienne colonie allemande, confiée en mandat à la Belgique en 1918, indépendante depuis le 1^{er} juillet 1962.



optères (les fameux « Alouette » constituent le part appréciable des exportations françaises à destination de l'Afrique du Sud). A ce propos, le M.R.A.P. et le Comité de Liaison sur la lutte contre l'apartheid ont déjà proposé contre une politique qui ne fait que amplifier ; un accord vient d'être conclu sur un échange d'informations dans la recherche atomique ; le réacteur nucléaire sud-africain Safari I, récemment inauguré à Johannesburg, va être l'objet de la sollicitude du sub-Commissariat français à l'énergie atomique.

(1) Ce régime a néanmoins été condamné devant la Commission Politique spéciale le 78 voix contre 1 (celle du Portugal) et abstentions (dont la France).

Lors du débat du 28 juillet, à l'O.N.U., le président du Comité spécial chargé d'étudier la politique d'apartheid en Afrique du Sud, a cité dans son intervention, l'action du M.R.A.P. Ci-contre : le fac-similé du compte rendu publié à New-York.



Géographie. 26.338 km². 3.000.000 habitants (la plus forte densité du Continent). Capitale : Kigali (5.000 habitants).

Economie. Polyculture. Etain, Tungstène. Vie politique. Comme son voisin burundi, la vie politique du pays est paralysée par la rivalité entre Hutu (dont est le roi Kigeri IV) et Tutsi. Le Ruanda est membre de l'Union Africaine et Malgache qui regroupe les anciennes colonies françaises d'Afrique Noire (sauf le Mali et la Guinée).

SUD-OUEST AFRICAINE

Ancienne colonie allemande confiée en mandat par la S.D.N. en 1918 à l'Union Sud-Africaine.

Géographie. 822.000 km². 524.000 habitants (dont 73.000 Européens). Capitale : Windhoek (30.000 habitants).

Economie. Elevage extensif. Grandes richesses minières : diamant, or, cuivre, uranium, encore à peine exploités.

Vie politique. L'Union Sud-Africaine qui a reçu ce territoire en mandat (c'est-à-dire, théoriquement, sous contrôle de l'O.N.U.) a décrété, en 1959, l'annexion pure et simple du pays, y a instauré l'apartheid en créant des réserves (des «bantoustans»). Là encore, le mouvement nationaliste naissant est déjà divisé selon des clivages tribaux : S.W.A.P.O. (Sud West African People's Organization) et S.W.A.N.U. (Sud West African National Union).

Jusqu'à présent, l'O.N.U. s'est inclinée devant le fait accompli. Mais la poussée croissante du Tiers Monde change le rapport de force au sein de l'Assemblée Générale ; il est probable que l'an prochain, l'O.N.U. décidera de retirer la tutelle du pays à l'Union Sud-Africaine.

SWAZILAND

Protectorat britannique, enclavé dans l'Union Sud-Africaine.

Géographie. 17.000 km². 300.000 habitants. Capitale : Mbabane (10.000 habitants).

Economie. Mines d'étain. La population vit

de l'émigration des travailleurs vers les mines de l'Union Sud-Africaine.

Vie politique. Pas de mouvement nationaliste organisé ; quelques responsables sont en relations avec l'African Congress du Basutoland.

TANZANIE

Fédération (membre du Commonwealth) née en 1964 de l'union de deux territoires :

Le Tanganyika, ancienne colonie allemande confiée en mandat en 1918 par la S.D.N. à la Grande-Bretagne, indépendant depuis le 9 décembre 1961 ;

Zanzibar, archipel qui comprend deux îles principales, Zanzibar et Pemba. Ancienne colonie anglaise devenue indépendante le 10 décembre 1963.

Géographie. 1.200.000 km². 10.000.000 d'habitants. Capitale : Dar Es Salaam (120.000 habitants). Le pays le plus haut de l'Afrique (Mont Kilimandjaro : 5.890 mètres).

Economie. Sisal, café, coton, grappe, diamant, or, plomb.

Vie politique. La principale préoccupation du Président Julius Nyerere est d'assurer l'unification progressive de la fédération. Dar-Es-Salam est aussi la capitale du nationalisme africain au centre du continent, la base de tous les mouvements de libération du « bastion blanc » de l'Afrique Australe.

UNION SUD-AFRICAINE

République fédérative, née en 1910 de la fusion de quatre états coloniaux (Transvaal, Orange, Natal, Etat du Cap).

Géographie. 1.210.000 km². 16.000.000 d'habitants (dont 3.100.000 Européens). Capitale : Prétoria (300.000 habitants) ; villes principales : Johannesburg (1.000.000 d'habitants), Le Cap (600.000).

Economie. Le seul pays développé du continent africain. Agriculture riche (mouton, fruits et légumes, vigne, céréales). Richesses minières considérables : or, diamant, houille, antimoine, manganèse, chrome, uranium. Industrie métallurgique très développée.

Vie politique. Etat basé sur la ségrégation raciale, l'apartheid : formation de réserves (bantoustans) et d'un système de laissez-passer racial qui permet de surveiller un sous-proletariat noir surexploité.

Les deux partis rivaux européens, le Parti Nationaliste (au pouvoir) et l'United Party, qui jouent entre Blancs au jeu de la démocratie parlementaire, sont également racistes. Les Africains sont organisés en deux mouvements rivaux, l'African National Congress, dirigé par Albert Luthuli (prix Nobel) et le Panafrican Congress (dont les groupes de choc forment le Poqo). Un mouvement, antiraciste et progressiste blanc, le Congrès des Démocrates, est également en butte à la répression raciste.

ZAMBIE

Ex-Rhodésie du Nord, devenue indépendante le 24 octobre 1964. Membre du Commonwealth.

Géographie. 782.000 km². 2.800.000 habitants (dont 78.000 Européens). Capitale : Lusaka (80.000 habitants).

Economie. Agriculture vivrière. Maïs. Tabac. Coton. Riche industrie minière : cuivre, or, cobalt.

Vie politique. Comme son voisin du Malawi, le premier Ministre Kenneth Kaunda pratiquait une politique d'entente à tout prix avec le Portugal qui contrôle ses débouchés sur la mer. La récente crise sud-rhodésienne l'a mis dans une position difficile ; Kaunda semble préférer l'aide de la Grande-Bretagne à celle des autres pays africains.